



À Châlons-en-Champagne, le 22/06/2021

Monsieur le Président,

La CGT Finances Publiques de la Marne a décidé de ne pas se rendre au Comité Technique Local du 22 juin 2021 dont certains sujets inscrits à l'ordre du jour concernent la mise en œuvre de votre « Nouveau Réseau Proximité (NRP) ».

En effet nous ne pouvons cautionner par notre participation au dialogue social la poursuite des réformes menées à marche forcée et contre toute bienséance.

Nous sortons à peine de la 3e vague d'une pandémie dévastatrice pour notre pays et nos concitoyens et la priorité de nos gouvernants pour l'Administration reste la Réforme.

Continuer comme avant, faire des économies, bouleverser la culture DGFIP, quoi qu'il en coûte.

Sous couvert de modernité et d'une nécessaire austérité (pas pour tous évidemment), la DGFIP continue son plan de vol avec à peine quelques aménagements.

Avec le Nouveau Réseau de Proximité, les trésoreries et nombre de services fiscaux sont voués à la fermeture.

C'est une destruction sans précédent du réseau de proximité de services de pleine compétence.

Le Nouveau Réseau de Proximité est une mort annoncée et en marche de notre administration et de ses fondements qui ont fait de nous par le passé une grande maison, au service de l'État et de ceux qui en ont besoin.

On salue notre réactivité, notre efficacité...mais qu'en sera-t-il la prochaine fois si plus personne ne peut répondre à l'appel ? Qui payera les fonctionnaires ? Les entreprises ? Les hôpitaux et ses nécessaires factures ? De futurs vaccins ?

La DGFIP paye depuis des années déjà le plus lourd tribut aux économies d'état, aux suppressions de postes.

Puisque nous avons toujours besoin de prendre modèle ailleurs, votre modèle c'est qui ? France Télécom ? Car ne nous leurrions pas, nos agents sont en grande souffrance.

Vous n'avez qu'à consulter le baromètre social, que vous-même avez mis en place, même retravaillé, pour vous en rendre compte, vos agents vont mal, très mal.

Alors sous couvert de modernité et à grands renforts de communication vous vendez aux Français un meilleur service public, plus adapté, plus proche des usagers.

Mais en réalité qu'en est-il ?

L'élu local se rendra compte qu'il n'y a plus assez de centres des finances pour combler les besoins de sa population, le citoyen se rendra bien compte que pour obtenir une réponse, il peut difficilement rencontrer un interlocuteur compétent dans un délai raisonnable et à une distance raisonnable, que les plate-formes téléphoniques ne répondent qu'à des questions d'ordre général mais pas à ses questions précises à lui.

Les agents, et surtout les agentes, des finances se rendent déjà bien compte qu'ils n'arrivent plus à concilier vie privée et travail, avec des délais de transports qui s'allongent et des journées de travail épuisantes.

Ils se rendent compte que le Service Public est sacrifié aux économies, qu'ils ne peuvent plus avoir le goût du devoir accompli et rentrer chez eux en ayant le sentiment d'avoir fini leur travail.

Non maintenant ils travaillent à l'usine de la DGFIP, un travail à la chaîne, inhumain où la rentabilité est nécessaire et l'écoute inexistant. C'est ça le NRP.

Alors on peut essayer de se dédouaner en mettant en avant le miraculeux et, avant la pandémie, pestiférer télétravail mais qui y trouve réellement son compte ? Celui qui vit dans un logement inadapté ? Celui qui vit seul et compte sur son travail pour voir un peu de monde ? Celui qui le voudrait mais qui se voit opposé la nécessité de service ?

Alors il serait bon d'enlever les œillères de nos gouvernants avant que des catastrophes humaines ne viennent les leur arracher de force.

Enfin pour revenir à notre département, vous, (et/ou votre prédécesseur), avez mis en place le NRP, avez déterminé un calendrier des opérations (de fermetures de services disons le clairement !!!) sur plusieurs années sans avoir consulté au préalable les agents de la DGFIP qui se sont grandement investis et qui continuent de le faire avec de remarquables qualités pour permettre la continuité de l'Etat et remplir l'ensemble de leurs missions de service public, d'autant plus essentielles pour l'ensemble des populations en ces temps difficiles.

Ex : la fermeture de la trésorerie d'Hermonville programmée au 1^{er} janvier 2022 pourrait se faire une année plus tard en tenant compte de la situation personnelle de l'ensemble des agents de la trésorerie (départs en retraite, changement d'établissement scolaire de l'enfant d'un agent...).

Il ne tient qu'à vous d'aller rencontrer les agents, d'échanger avec eux sur leur situation.

Pour autant, quel que soit le calendrier arrêté (initial ou éventuellement modifié), nous tenons à rappeler avec force et conviction que la CGT Finances Publiques est en totale opposition avec le NRP, le combat et en demande le retrait pur et simple.

Stop aux réformes mortifères et injustes.

Stop à la casse de la DGFIP et de l'Administration en général.

Stop au NRP, au contrat d'objectifs et de moyens, aux fermetures de services.

Oui à des réformes ambitieuses, sociales et réellement innovantes.

Oui à un Service Public réellement en adéquation des besoins de la population.

Oui à la réhabilitation des fonctionnaires, pierre angulaire de la réussite à la française.